



Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie

<https://www.aphg.fr>

> L'association > Commissions nationales > Compte rendu de la commission des Lycées (Décembre 2017)



Compte rendu de la commission des Lycées (Décembre 2017)

2 décembre 2017 - Sorbonne

mardi 20 février 2018

Représentants des Régionales (par académies) présents : Emmanuel MATHIOT (Strasbourg, Président la commission), Daniel MICOLON (Aix-Marseille), Pascale COUMAU (Créteil), Pascal GUYON (Grenoble) Catherine HOUSSET (Caen), Vincent BONNEVAL (Versailles), Marc CHARBONNIER (Versailles, Secrétaire général adjoint de l'APHG), Franck DORY (Languedoc-Roussillon), Danièle MOATTI-GORNET (Paris), Marie-Jeanne KREMPP (Strasbourg), Myriam JACQUOT (Nancy-Metz), Odile DAUPHIN (Paris), Jean-Marc FEVRET (Aix-Marseille), Cécile DELFORGE (Amiens) et François DA ROCHA (Lille, Vice-président national de l'APHG), Séverine TAMBERI (Reims) et Loïc VERKARRE (Reims).

I- COMPTE-RENDU DE LA RENCONTRE AVEC LA COMMISSION MATHIOT

La commission MATHIOT (Pierre MATHIOT est l'ancien directeur de Sciences Po Lille, aucune parenté avec notre président de commission) effectue, depuis le mois de novembre, une consultation sur la réforme du baccalauréat et doit rendre son rapport en janvier. Au sein de celle-ci on trouve deux IA, deux IG (doyens de mathématiques et de philosophie) et un représentant de la DEGESCO. Nous avons été reçus il y a dix jours par celle-ci, au même titre que soixante-dix autres groupes, associations disciplinaires et syndicats.

François Da Rocha nous a proposé un bref compte-rendu de cette entrevue.

Comme il a été indiqué lors de la rencontre, les membres de la commission présentent des pistes afin d'observer les réactions des différents interlocuteurs. Ils attendent également une contribution écrite pour le 15 décembre, l'APHG y travaille.

La lettre de mission du ministère correspond à une réforme du Bac organisé autour de 4 épreuves finales ainsi qu'une épreuve anticipée en Première (Français). L'idée générale est de « retirer toutes les branches qui se sont ajoutées au fur et à mesure des années au bac ». La commission planche également sur la structure d'un nouveau lycée.

Voici les informations obtenues lors de l'entretien sachant que rien n'est sûr et que tout peut évoluer :

- Une épreuve commune, la philosophie : il a été demandé le même statut pour l'Histoire-Géographie.
- Un « grand oral républicain » viendrait s'y ajouter avec trois membres de jury. L'association a fait remarquer la difficulté d'organiser une telle épreuve à l'échelle d'un établissement.
- Deux autres épreuves de « spécialité » (aucune information plus précise sur celles-ci) qui seraient évaluées au printemps.
- Le reste serait évalué en partiels sur les années de Première et Terminale, avec une semestrialisation des évaluations.

Dans le cadre possible d'un tronc commun, l'association a formulé le vœu d'obtenir trois heures sans que l'EMC y soit fondu.

Loïc VERKARRE et Odile DAUPHIN notent la ressemblance de plus en plus forte par rapport au système anglo-saxon ou allemand, avec un tronc commun jusqu'en seconde et quelques matières au choix en cycle terminal qui sont évaluées au Bac.

II- DEBATS AUTOUR DE NOS EXIGENCES A PROPOS DE LA REFORME DU BACCALAUREAT

La commission des lycées souhaite vivement le maintien des épreuves d'HG en terminale en juin.

La commission affirme le caractère universel, fondamental, de nos disciplines. Daniel MICOLON insiste sur l'importance d'un argumentaire qui justifie notre maintien comme épreuves finales. Emmanuel MATHIOT précise que les finalités de nos disciplines soulignent leur caractère universel. Elles ont une triple finalité : **civique** (compréhension du monde contemporain, apprentissage de l'altérité, construire des valeurs communes...) ; **intellectuelle** (donner du sens, développer des compétences spécifiques dont l'analyse de tous types de documents, encourager l'esprit critique...) ; **culturelle** (acquisition d'une culture générale commune, repères et savoirs partagés...). La commission souhaite ainsi préciser son attachement à l'EMC, fortement lié à nos deux disciplines, sur un horaire spécifique et à effectifs réduits comme c'est le cas aujourd'hui.

L'Histoire Géographie est présente dans beaucoup de formations et concours (Sciences politiques, STAPS...) note Danièle MOATTI-GORNET, il est donc important de former tous les jeunes à nos matières. En série scientifique, un élève sur deux ne poursuit pas d'études dans cette voie après le Bac. Ainsi, la commission est persuadée que le maintien d'épreuves écrites terminales, dans toutes les séries, favorise la préparation à l'enseignement supérieur et la réussite à de nombreux concours. Elle ne souhaite donc pas l'organisation d'un grand oral (complexe à mettre en œuvre, porteur d'inégalités...) mais propose plutôt des épreuves écrites (d'une durée de 4 heures dans l'enseignement général ; de 2h30 en séries technologiques), avec deux épreuves (histoire et géographie) dont un exercice de restitution et un de réflexion.

La nécessité d'organiser des épreuves en fin d'année de terminale s'explique aussi par la maturation de l'esprit de nos adolescents qui est très différente en fin de terminale et en classe de première insistent Pascale COUMAU et Myriam JACQUOT. Comprendre les conflits du Moyen Orient par exemple, au programme actuel de terminale, est une question trop complexe à aborder en classe de première. Jean-Marc FEVRET note que ce ne sont pas encore des étudiants. La commission pense donc qu'une organisation semestrielle, avec des partiels en janvier, serait la porte ouverte à la disparition de nos élèves, ou de nos disciplines... au deuxième semestre. Nos programmes risqueraient de perdre leur cohérence globale qui s'articule sur l'année scolaire entière.

Dans le cadre de l'éventuel maintien des filières et des séries, et de l'impossibilité pour nous d'être présents de la même manière partout, **la commission souhaite conserver trois heures d'enseignement en Seconde, atteindre le même volume en première et terminale S, maintenir quatre heures en L et ES. Dans toutes les séries technologiques la commission propose deux heures en première et en terminale.** Nous réaffirmons également la nécessité de l'évaluation, partout, en épreuves finales dans les deux matières. Emmanuel MATHIOT insiste sur leur complémentarité (géopolitique, découverte d'autres cultures...) même si, comme le fait remarquer Franck DORY, tous nos collègues ne les traitent pas à part égale. Pour Jean-Marc FEVRET cette bi-disciplinarité est un atout. Découvrir l'action des sociétés sur les territoires et étudier la diversité des sociétés du passé ont un fort potentiel de formation des futurs citoyens à un moment où la citoyenneté devient une réalité effective au lycée. **Nos disciplines contribuent à l'acquisition de compétences générales et spécifiques comme le soulignent déjà les tableaux de capacités et méthodes présents dans nos programmes.**

Nous avons notre place partout même si, pour cela, nous devons adapter notre enseignement. Il est indispensable d'insister sur certains aspects que nous avons cédé à d'autres disciplines et qui sont finalement peu étudiés au lycée comme la géographie physique, celle-ci pourrait être renforcée dans le cas des filières scientifiques. Séverine TAMBERI rappelle que « les géographes sont aussi des scientifiques », Catherine HOUSSET évoque l'importance de l'histoire des sciences. Loïc VERKARRE ajoute que **la présence d'une spécialité Histoire Géographie serait logique notamment en séries ES et L.** Les questions pourraient être en adéquation avec les spécificités des séries, ou il pourrait y avoir des questions plus ouvertes (Les Provinces Unies au XVII^e siècle...), l'important étant de rendre cet enseignement de spécialité attractif.

III- PROPOSITION DE PROGRAMMES EN VUE D'UNE EVENTUELLE REFORME dès 2018

D'après la commission MATHIOT, la réforme du Baccalauréat risque d'entraîner une refonte du lycée et donc une réforme, ou des aménagements, de nos programmes rapidement. **Nous souhaitons que l'APHG fasse partie de la commission de rédaction des programmes.** La classe de seconde serait peut-être réformée dès 2018 pour un nouveau Bac en 2021. **Dans cette optique, la commission des Lycées a fait quelques propositions (pour une base horaire de 3H en seconde et 4H en première et terminale) rédigées dans l'urgence mais qui s'appuient sur nos travaux précédents tout en réaffirmant quelques grands principes ([voir notre compte-](#)**

[rendu de mai dernier](#)).

En géographie, la commission souhaite un enseignement moins conceptuel, une géographie moins désincarnée qui s’ancre davantage dans les territoires, **une géographie humaine qui n’oublie pas sa dimension physique**. **En histoire, nous soulignons l’importance de la chronologie**, qui est un élément structurant pour nos élèves, **sans être opposés à une approche thématique** qui ne néglige pas cet aspect. **Nos propositions s’inscrivent surtout dans un souci de faisabilité et de cohérence** : il ne s’agit ni d’un retour en arrière, ni d’une rupture brutale avec les programmes actuels.

Classe de Seconde :

En histoire, nous demandons à maintenir les quatre périodes et à ne pas conserver le chapitre introductif. Pour l’Antiquité, nous souhaitons garder l’invention de la citoyenneté mais en orientant l’histoire romaine davantage vers l’idée de « romanisation ». Pour le Moyen-Age, nous pourrions soit conserver l’étude Sociétés et cultures de l’Europe médiévale soit revenir à celle de la Méditerranée au XII^e siècle. La commission ne souhaite pas vraiment de changement pour la période moderne : l’Humanisme, la Réforme et la Renaissance sont incontournables. Nous finirions l’année avec la Révolution et l’Empire jusque vers 1815 et basculerions donc le XIX^e siècle en Première.

En géographie, nous souhaiterions également enlever le chapitre introductif. Nous pourrions alors garder le reste en accentuant la place de la géographie physique, de l’étude territoriale et en réduisant les références au développement durable. La question « les espaces face aux risques » deviendrait, par exemple, « les milieux face aux risques ». La trop grande importance des concepts a également été discutée. La commission reste attachée au choix des questions en seconde, et dans les autres niveaux, y compris pour les études de cas.

Classe de Première :

En histoire, l’important est de revenir davantage à la chronologie avec une période qui s’étendrait de 1815 à 1945. Le programme s’organiserait autour d’une question d’histoire politique : libertés et nations en Europe et en France entre 1815 et 1914 avec l’étude de moments et actes fondateurs par exemple. Une étude de l’évolution économique, sociale et culturelle du monde industriel jusqu’au milieu du XX^e siècle. Un thème serait également réservé à la colonisation. Guerre et paix en Europe et en France (1^e GM, les régimes totalitaires, 2^e GM et France dans la guerre).

En géographie, les trois échelles seraient conservées : régionale (territoires de proximité), nationale (atouts et contraintes du territoire, population et villes, dynamiques de localisation des activités, transports et mobilité) et européenne (Europe, U.E., un Etat au choix et les territoires ultra-marins).

Classe de Terminale :

En histoire, la période s’étendrait surtout depuis 1945 à nos jours avec la même logique que la Première. Une question sur les relations internationales (la guerre froide, les nouvelles conflictualités depuis 1989...) ; une sur les conflictualités au Moyen Orient (depuis 1918 ou 1945...) ; une sur les indépendances ; une sur les mutations économiques, sociales et culturelles du monde ; une concernant la France républicaine et dans le monde. L’intérêt de conserver la question sur les mémoires des guerres a été âprement discuté : question importante mais à traiter librement dans l’année.

En géographie, la commission souligne l’importance de l’analyse cartographique mais souhaite intégrer le chapitre introductif sur les cartes dans le thème de la mondialisation. Le programme s’organiserait autour de la mondialisation : territoires, acteurs, flux, débats, questions qui intégreraient donc directement l’analyse cartographique. Les trois continents seraient ensuite étudiés à l’échelle continentale puis à l’échelle nationale avec l’étude d’un, ou deux, pays au choix à chaque fois (un PMA et un pays émergent par exemple en Afrique).

Séverine TAMBERI et Loïc VERKARRE, représentants de la régionale Champagne-Ardenne, secrétaires de séance. 02/12/2017.

© Les services de la Rédaction d’*Historiens & Géographes* - Tous droits réservés. 20/02/2018.